

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 18/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TG Services

18 rue de l'Energie
67870 Griesheim-Près-Molsheim

Code AIOT : 0100033785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2025 dans l'établissement TG Services implanté 18 rue de l'Energie - 67870 Griesheim-Près-Molsheim. L'inspection a été annoncée le 14/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TG Services
- 18 rue de l'Energie - 67870 Griesheim-Près-Molsheim
- Code AIOT : 0100033785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TG Services est une entreprise spécialisée dans le nettoyage industriel, le curage et l'entretien des conduites et ouvrages d'assainissement ainsi que pour les interventions en urgence suite à des pollutions. Elle exploite une plateforme de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Caractéristiques des rejets des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 3.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Dispositifs de rétention et de confinement	Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 6.1.6	Demande d'action corrective	1 mois
7	Organisation	Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 6.3.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 1.2	Sans objet
2	Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 2.4	Sans objet
4	Contrôle des rejets eaux	Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 3.4.2	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 6.3.1	Sans objet
8	Limitation du stockage sur site	Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 7.3	Sans objet
9	Rupture de traçabilité	Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 7.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé des observations susceptibles de suites administratives et qui nécessitent des actions correctives sous délai maîtrisé.

Toutefois, au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et des actions engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives dans l'immédiat.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche de mise en conformité, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour lever les dysfonctionnements et répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 1.2

Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations

Prescription contrôlée :

« Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature et capacité totale des installations, observations
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	La quantité totale de déchets dangereux : 49 tonnes

Régime :

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique) (...)

Constats :

L'exploitant indique que la phase de conception avant travaux a été plus longue que prévue initialement. La phase de consultation des entreprises devrait s'achever en avril 2025, avec un démarrage des travaux espéré pour le 4^e trimestre 2025. L'exploitant espère une mise en service courant avril 2026 des installations de regroupement ou tri de déchets dangereux.

L'inspection rappelle à l'exploitant les dispositions de « Caducité », définies à l'article R. 512-74 : « II. - En application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant. ».

Ces dispositions de « Caducité » figurent aussi à l'article 9.1 (Caducité) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01/08/2024.

Aussi, à défaut de mise en service de cette installation, avant l'échéance du 01/08/2027, la rubrique 2718 deviendra caduc.

L'exploitant interroge l'inspection sur les modalités administratives pour modifier éventuellement certaines des installations en projet dans le dossier initial.

L'inspection répond que toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés doit, avant sa réalisation, être portée à la connaissance du préfet, par un dossier de « porter à connaissance », conformément à l'article R. 181-46 II du Code de l'environnement.

Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air

Prescription contrôlée :

« L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air. Une mesure de la concentration en composés organo-volatils dans les émissions canalisées est effectuée, par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement, au moins tous les trois ans. »

Constats :

Comme précisé au constat N°1, le process des installations de regroupement ou tri de déchets dangereux n'est pas construit à date.

Aussi, l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle permettant de s'assurer qu'il respecte un rejet de la qualité de l'air sur les paramètres prescrits.

Vu que le process de regroupement ou tri de déchets dangereux n'a pas démarré à date, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat sur ce point.

Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Caractéristiques des rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 3.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des rejets des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

« Les eaux pluviales sont rejetées au bassin de rétention des eaux pluviales de 1 200 m³. Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l et en MES de 30 mg/l. »

Constats :

Les décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures présents sur site sont inspectés, vidangés et nettoyés régulièrement par l'exploitant, lui-même, puisqu'il est une entreprise spécialisée dans le nettoyage industriel...

L'exploitant ne tient pas à ce jour de registre des interventions sur son site, mais s'engage à le mettre en place rapidement.

L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle permettant de s'assurer qu'il respecte un rejet des eaux pluviales avec une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l et en MES de 30 mg/l.

Toutefois, il précise qu'il s'engage à réaliser ses contrôles au plus vite.

Post-visite par courriel daté du 04/03/2025, l'exploitant a adressé une copie du contrat de prestation, daté du 04/03/2025, pour un contrôle des rejets aqueux.

Vu les engagements de l'exploitant et vu que le process de regroupement ou tri de déchets dangereux n'a pas démarré à date, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser, sans délai, le rapport de contrôle sur les rejets des eaux pluviales, dès sa réception.

L'absence de ces éléments, sous un délai de 2 mois, serait une non-conformité aux dispositions de l'article 3.3.2 (Caractéristiques des rejets des eaux pluviales) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01/08/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Contrôle des rejets eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 3.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets eaux

Prescription contrôlée :

« L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Point rejet	Paramètre	Code SANDRE	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Sortie site avant raccordement au réseau public	Débit	1552	Semestrielle	Semestrielle
	PH	1302		
	Température	1301		
	DCO : Demande Chimique en Oxygène	1314		
	DBO ₅ : Demande Biochimique en oxygène en 5 jours	1313		
	MES : Matières en suspension	1305		

Point rejet	Paramètre	Code SANDRE	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
	NGL : Azote global	1551		
	P total : Phosphore total	1350		
	SEH : Substances extractibles à l'hexane	7464		
	Ag : Argent	1368		
	Al : Aluminium	1370		
	As : Arsenic et ses composés	1369		
	Cd : Cadmium	1388		
	Co : Cobalt	1379		
	Cr : Chrome et composés	1389		
	Cu : Cuivre et composés	1392		
	Fe : Fer	1393		
	Hg : Mercure	1387		
	Mn : Manganèse	1394		
	Ni : Nickel et composés	1386		
	Pb : Plomb et composés	1382		
	Sn : Étain et composés	1380		
	Zn : Zinc et composés	1383		
	Somme des COV (Composés organiques volatils)	1434		
	Somme des HAP	7088		
	Somme des alkylphénols	6128		
	AMPA	1907		
	Glyphosate	1506		
	Cyperméthrine	1140		
	Hexachloro-1,3-butadiène	1652		
	Pentachlorophénol	1235		
	C10-C13-Chloroalcanes	1955		
	Somme des micro et macroplastiques			
	Indice phénols	1440		
	Hydrocarbures totaux	7009		
	Métaux totaux	8095		
	Amiante	1759		
	Benzo(a)pyrène	1115		
	Fluoranthène	1191		
	Benzo(b)Fluoranthène	1116		
	DEHP : Di(2-ethylhexyl)phtalate	6616		
	Benzo(g,h,i)pérylène	1118		
	Somme des PFAS	8847		
	Sulfonate de perfluorooctane (PFOS)	7893		
	Cyanures libres (en CN-)	1084		
	Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1168		
	Indice cyanures totaux	1390		
	Chrome hexavalent et composés (Cr6+)	1371		
	Composés organiques halogénés (AOX ou EOX)	1106		
	Composés halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1760		

Point rejet	Paramètre	Code SANDRE	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
	Ion fluorure (F-)	7073		
»				
<p>Constats :</p> <p>Comme précisé au constat N°1, le process des installations de regroupement ou tri de déchets dangereux n'est pas construit à date.</p> <p>Aussi, l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle permettant de s'assurer qu'il respecte les rejets aqueux sur les paramètres prescrits.</p> <p>Une convention de rejets et une autorisation de déversement avec le SDEA ont été établies en date du 25/11/2024.</p> <p>Vu que le process de regroupement ou tri de déchets dangereux n'a pas démarré à date, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat sur ce point.</p> <p>Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p>				
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>				

N° 5 : Dispositifs de rétention et de confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 61.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, des déversements et pollutions accidentelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant dispose d'un volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction de 297 m³, selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le bassin de gestion des eaux pluviales de 1 200 m³ a été installé au Nord, dont : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 139 m³ au niveau des rétentions de l'installation de décantation ; ◦ 158 m³ volume devant rester libre dans le bassin de récupération des eaux pluviales soit environ 30 cm sur la surface du bassin. Le niveau haut de la pompe de relevage sera réglé de façon à laisser ce volume de 158 m³, disponible en tout temps. <p>Le rejet au réseau communal doit être facilement obturable et l'organe de manœuvre facilement identifiable, même en conditions nocturnes.</p> <p>(...) »</p>
<p>Constats :</p> <p>D'une part, lors de la visite, l'exploitant présente le bassin de confinement des eaux d'un volume disponible en permanence d'au minimum de 297 m³. Le bassin de confinement des eaux est aussi le bassin de gestion des eaux pluviales de 1 200 m³.</p> <p>En effet, les eaux de ruissellement sont collectées dans le bassin de gestion au Nord du site et servent à alimenter les hydrocureurs et les balayeuses au départ du site. Le niveau haut de la pompe de relevage est réglé de façon à laisser ce volume de 158 m³, disponible en tout temps.</p>

Aucune procédure de confinement du site n'est visible au niveau du coffret électrique de la pompe ou à proximité. L'exploitant s'engage à rédiger rapidement cette procédure et à l'afficher sur site.

Pour la partie Sud-Est du site, une vanne de confinement, située à l'extrémité du parking voitures permet de confiner cette partie du site en cas de besoin. Le regard d'accès à la vanne est situé sur l'emplacement du garage à vélos. Une matérialisation au sol est à prévoir pour éviter qu'une voiture y stationne, en l'absence de vélos.

Pour actionner cette vanne, une clé en « T » est nécessaire. Cette clé qui devrait se trouver à proximité de la vanne, est stocké dans l'atelier. L'exploitant s'engage à fixer rapidement un support sur le poteau qui repère l'emplacement de la vanne. L'inspection demande que la procédure qui doit être rédigée, soit aussi rajoutée sur le poteau précité.

D'autre part, lors de la visite, l'exploitant indique la présence de la vanne d'arrêt installée pour assurer le confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre. Pour actionner cette vanne, une clé en « T » est nécessaire. Cette clé qui devrait se trouver à proximité de la vanne, reste introuvable.

Enfin, lors de la visite, il est relevé que les citernes mobiles de 40 m³ unitaire sont actuellement stockées sur des surfaces non étanches et qu'en cas de fuite, les eaux susceptible d'être polluées ne seraient pas confinées.

L'exploitant s'engage à déplacer rapidement les citernes sur une surface avec revêtement étanche.

Post-visite par courriel daté du 08/03/2025, l'exploitant a adressé les éléments suivants :

« Suite à votre passage de lundi nous avons déplacé les tanks contenant des déchets hydrocarburés sur la surface revêtue en enrobés. Nous avons également mis en place 3 autres tanks vides destinés à pouvoir stocker d'éventuels déchets non dangereux. Seul le tank contenant de la vinasse n'a pas été déplacé, le produit a cristallisé et n'est donc plus pompable en l'état. Nous attendons un retour d'analyses pour aller vider en méthanisation. Nous espérons pouvoir vider sous 15 jours. Dès que le produit sera évacué je vous ferais un retour. Vous trouverez ci-dessous les photos des tanks de stockage qui ont été déplacés sur les enrobés. (...) »

Vu les engagements de l'exploitant et vu que seul le tank contenant de la vinasse n'a pas été déplacé à date, l'inspection propose de ne pas engager de suites administratives dans l'immédiat sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser, sous un délai n'excédant par un mois :

- la procédure de confinement et des photos attestant de l'affichage du site ;
- les justificatifs du déplacement du dernier tank.

L'absence de ces éléments, sous un délai de 2 mois, serait une non-conformité aux dispositions de l'article 6.1.6 (Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01/08/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : « L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et précisés comme ci-après : <ul style="list-style-type: none">• le point d'eau incendie normalisé externe au site n° 24126 délivrant 120 m³/h, situé à moins de 100 m de l'entrée des installations ;• le point d'eau incendie normalisé externe au site n° 24105 délivrant un débit inconnu, situé à moins de 300 m de l'entrée des installations. (...) »
Constats : Deux poteaux d'incendie public (donc réputé délivrer un débit minimal de 60 m³/h) sont situés dans la rue sur le domaine public à proximité immédiate du site. Ces poteaux relèvent de la responsabilité de la commune qui est garante du débit comme du caractère normalisé en général. L'inspection recommande néanmoins à l'exploitant de s'assurer auprès de la commune que ces poteaux normalisés fournissent bien le débit requis (60 m³/h). Si tel ne devait pas être le cas, l'atteinte du débit total requis de 2 x 60 m³/h relèverait de l'exploitant pour le débit manquant. L'exploitant adressera les justificatifs de débit à l'inspection, dès réception. Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 6.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation
Prescription contrôlée : « L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'organisation ;• les effectifs affectés ;• le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement ;• les moyens de liaison avec le Service d'Incendie et de Secours. »
Constats : L'exploitant indique qu'il ne dispose pas encore de plan d'intervention pour le site. L'exploitant s'engage à rédiger rapidement ce document. Ce document devra évoluer à la mise en service des installations de regroupement ou tri de déchets dangereux.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser, sous un délai n'excédant par un mois, le plan d'intervention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Limitation du stockage sur site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 7.3</p>						
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Limitation du stockage sur site</p>						
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Type de déchets</th> <th>Quantités maximales stockées sur le site</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Déchets non dangereux</td> <td>300 tonnes</td> </tr> <tr> <td>Déchets dangereux</td> <td>49 tonnes</td> </tr> </tbody> </table> <p>»</p>	Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site	Déchets non dangereux	300 tonnes	Déchets dangereux	49 tonnes
Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site					
Déchets non dangereux	300 tonnes					
Déchets dangereux	49 tonnes					
<p>Constats :</p> <p>Vu que les installations de regroupement ou tri de déchets dangereux ne sont pas encore construites, l'exploitant indique que les déchets collectés (eaux hydrocarbures et les boues hydrocarbures) sont stockés séparément dans deux citernes mobiles de 40 m³ unitaire.</p> <p>Vu que le process de regroupement ou tri de déchets dangereux n'a pas démarré à date, ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p>						
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>						

N° 9 : Rupture de traçabilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2024, article 7.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rupture de traçabilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'installation est exonérée des obligations de traçabilité entre les déchets entrants et sortants pour les flux de déchets non dangereux, ayant subi une transformation importante qui ne permet plus d'assurer cette traçabilité. Cette exonération porte sur les déchets visés à l'article 7.2. Pour les déchets bénéficiant de la rupture de traçabilité, l'exploitant de l'installation de traitement devient le producteur subséquent de ces déchets. Il indique sur le registre des admissions quelle transformation a été réalisée sur le déchet.</p>

Un bilan global des matières entrantes et sortantes du site est réalisé. Ce bilan est mis à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. »

Constats :

L'exploitant présente la procédure d'enregistrement des déchets entrants et sortants du site. Deux registres séparés sont tenus pour les déchets collectés (eaux hydrocarbures et les boues hydrocarbures).

Les deux registres permettent d'identifier les déchets bénéficiant de la rupture de traçabilité.

L'exploitant signale que l'article 7.4.3 (Rupture de traçabilité) ne vise que les déchets non dangereux. Pourtant, il précise, par ailleurs, que cette exonération porte sur les déchets visés à l'article 7.2, qui cible tout type de déchets.

L'inspection propose à l'exploitant de faire une demande de modification de cet article, dans un dossier de « porter à connaissance », conformément à l'article R. 181-46 II du Code de l'environnement et

Type de suites proposées : Sans suite

**ANNEXE 1 : Photos prises lors de la visite du 03/03/2025
constat n° 5**



